

COMMUNIQUE DE PRESSE

N°7CP12-1-CV

Le 14 mars 2012, à la place de M .FUKADA, Ambassadeur du Japon auprès du Cap-Vert, qui ne peut pas participer à cause de son calendrier très chargé, Madame Miyuki HAMADA, Troisième Secrétaire à l'Ambassade du Japon au Sénégal, a procédé à la signature de deux contrats de l'aide dans le cadre de l'Aide pour les Petits projets Locaux du Japon (APL) contribuant à la sécurité humaine, d'un montant total de plus de cent quarante-sept mille euros (€147.000).

Le premier contrat, signé avec le Maire de San Vicente, Dr. Augusto Cesar Lima NEVES, est relatif au projet de construction des points d'approvisionnement en eau à San Vicente.

Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, le Gouvernement du Japon offre à la Municipalité de San Vicente en République du Cap-Vert soixante douze mille six cent soixante six Euros (€ 72.666) destinés à l'exécution de ce projet.

L'approvisionnement en eau potable et l'assainissement constituent une priorité du développement du point de vue de la couverture des besoins des populations, de la santé, de l'hygiène publique et de la réduction de la pauvreté. Malgré les efforts consacrés dans ce domaine par la Municipalité de San Vicente la couverture des besoins est encore incomplète. Le Gouvernement du Japon a décidé de la soutenir pour faciliter l'accès à l'eau potable dans 6 quartiers supplémentaires.

Le second accord est relatif au Projet de construction d'un centre de formation Professionnelle des femmes à Gouveia , dans l'Ile de Santiago.

Par cet accord, le Gouvernement du Japon aide à l'Association pour la Coopération avec le Cap-Vert (ACCVE) en République du Cap-Vert, soixante quatorze mille huit cent dix neuf Euros (€ 74.819) destinés à la réalisation du Centre de Formation Professionnelle des femmes à Gouveia, dédié au renforcement des capacités des femmes et à la lutte contre la pauvreté. L'accord

a été signé avec Madame Alice Mascarenhas, Présidente de l'Association pour la Coopération avec le Cap-Vert (ACCVE).

Malgré leur forte détermination à mener des activités productrices de revenus pour lutter contre la pauvreté, les membres de l'ACCVE sont confrontés à un manque d'espace autonome pour mener normalement leurs activités et sécuriser leurs outils de travail.

C'est pourquoi le Japon a accepté de financer la construction de ce centre multi-usage équipé pour leur donner un espace convenable pour continuer leurs activités dans de bonnes conditions et élargir le nombre de bénéficiaires.

Par ce geste, le Gouvernement du Japon entend renforcer son partenariat avec la population à la base pour contribuer au bien-être du peuple ami du Cap-Vert.